



*** COMMUNIQUÉ DE PRESSE ***

Lausanne, le 24 novembre 2025

Remise en mains propres au Grand Conseil vaudois d'une pétition contre les coupes budgétaires proposées par le Conseil d'État pour l'UNIL

25.11.2025, 13h30-13h50, Parlement vaudois

Alarmés par les coupes que le Conseil d'État propose d'appliquer pour l'Université de Lausanne (UNIL) dès 2026, la Fédération des associations d'étudiant·e·s (FAE), l'Association du corps intermédiaire et des doctorant·es (ACIDUL), et le Syndicat des services publics (SSP) ont lancé une pétition le 24 septembre 2025.

Fermée le 23 novembre, la pétition a rassemblé **3603 signatures** provenant quasi exclusivement du corps étudiant, intermédiaire, professoral, et administratif et technique de l'UNIL. Elle sera remise en mains propres le mardi 25 novembre entre 13h30 et 13h50 à la présidence du Parlement (devant l'entrée du Grand Conseil).

Le texte exprime une **opposition ferme aux coupes budgétaires annoncées par le Conseil d'État**, en premier lieu pour l'UNIL, mais également pour les autres secteurs touchés. Il dénonce une **attaque directe contre l'Université et les prestations qu'elle offre**, ceci d'autant plus que le projet de coupes s'ajoute à celui du Conseil fédéral, qui cible les hautes écoles et les organismes de financement de la recherche dès 2026. Les coupes fédérales, de l'ordre 460 millions de francs par an, auront des conséquences tout aussi catastrophiques sur le domaine de la formation et de la recherche que celles proposées par le gouvernement vaudois.

Si le Grand Conseil valide cette politique d'austérité – qui relève par ailleurs du non-sens sur le plan économique puisqu'un franc investi à l'UNIL en rapporte quatre –, il valide en même temps :

- l'affaiblissement de l'enseignement et de l'encadrement des étudiant·es de l'UNIL
- le risque d'une hausse des taxes d'études, l'UNIL n'ayant plus les moyens de remplir les missions qui lui sont confiées
- la suppression de postes dans la recherche, l'enseignement et l'administration à l'UNIL, l'un des plus gros employeurs du canton

- la détérioration des conditions de travail pour des milliers de salarié·es
- la baisse de la qualité de la recherche et de la réputation de l'UNIL au niveau national et international, les chercheurs et chercheuses de l'UNIL n'étant plus en mesure de contribuer pleinement aux développements scientifiques

Les signataires rejettent la politique d'austérité du gouvernement vaudois, qui relève d'un **choix idéologique**. En se défaussant de l'une de ses missions – garantir le financement, la stabilité et l'indépendance de la formation et de la recherche scientifique –, le Conseil d'État transfère la charge d'un financement public sur les citoyen·nes. Ce choix affaiblit les prestations de l'UNIL, précarise les conditions de travail et d'études, et soumet l'Université à une logique marchande.

Les signataires défendent une formation accessible à toutes et tous ; une éducation publique, critique et émancipatrice ; une recherche plurielle et ambitieuse, menée dans des conditions dignes ; et un enseignement de qualité – au service de la société.

Ensemble, nous appelons le Grand Conseil vaudois à refuser les coupes proposées par le Conseil d'État, ceci pour garantir un financement à la hauteur des enjeux, pour l'avenir de l'UNIL et de la collectivité.

Des représentant·es du SSP, de la FAE et d'ACIDUL se tiennent à votre disposition pour répondre à vos questions.

Contacts pour les médias

- Kelly Harrison, ACIDUL (077 402 21 94)
- Raphaël Ramuz, SSP (077 426 40 55)
- Myriam Schneider, FAE (021 692 25 91)

Le texte de la pétition est disponible au lien suivant : <https://vaud.ssp-vpod.ch/secteurs/hautes-ecoles-et-universite-2/petition-contre-les-coupes-budgetaires-dans-la-formation-et-la-recherche/>